

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDÉANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Étranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :
ANDRÉ ZEPPEL.

INSERTIONS :

annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
annonces 3 ^{me} page.....	6 » la »
insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

TÉLEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET Co

Autriche-Hongrie.

Vienne, 21 février.

Obligations Rouméliennes... fl. 17.—
Pièce de 20 francs... » 9.87
Agio... » 113.40
Change sur Londres... » 123.60
Sans variations.

Les ministres ont exposé aux députés du Parlement le résultat des conférences qu'ils ont eues avec les ministres hongrois au sujet de la question de la Banque. A Pesth, les ministres ont tenu la même conduite. De l'ensemble des faits et des négociations, on est amené à espérer qu'une entente générale aura lieu.

France.

Paris, 21 février.

5% ottoman... fr. 11.92
Obligations Rouméliennes... » 35.25
Le général Canrobert est à l'agonie.

Angleterre.

Londres, 21 février.

Dans les Chambres, les ministres répondant aux attaques de jour en jour plus faibles de l'opposition, justifient la politique suivie jusqu'à présent dans la question d'Orient, relèvent les succès qu'elle a obtenus en réservant la complète liberté d'action du gouvernement. M. le marquis de Salisbury a déclaré en outre qu'il espérait le renouvellement de l'alliance traditionnelle entre l'Angleterre et la Turquie.

Lord Beaconsfield a ajouté que le ministère était parfaitement d'accord sur le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Turquie.

Enfin lord Derby a fait ressortir combien l'Angleterre insiste sur la conclusion de la paix de la Turquie avec la Serbie et le Monténégro.

Serbie.

Belgrade, 21 février.

Elections terminées hier partout en bon ordre ; restent quelques élections supplémentaires.
Parmi les députés de Belgrade se trouve un Israélite, Oserovitch.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 13.07
En ce moment..... » 13.04
Obligations Rouméliennes... fr. 35.—
Papier-monnaie—L. T. 100 P 155.20

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

22 février 1877.

Lever du soleil.....	6 h. 47 m.
Coucher.....	5 » 41
Temps moyen à midi apparent.....	42 » 43 43
H à la turque à midi moyen.....	6 » 42
8 heures du matin.	
Baromètre.....	754.4
Thermomètre.....	7.3
Minima.....	5.6
Maxima de la veille.....	14.3
Direction et force du vent NO. calme.	

NOUVELLES DU JOUR.

(Communication officielle).

Des bruits persistants de changements prochains parmi les hautes sphères gouvernementales ont circulé ces jours derniers dans le public.

Ces bruits n'ont aucune espèce de fondement et ils ne sont inventés que dans le but malveillant de porter le trouble dans les esprits et de créer des obstacles à la bonne administration des affaires publiques.

Le 21 février 1877.

Le Grand Vézir est allé hier au Palais, où il a eu une longue entrevue avec S. M. le Sultan.

Son Altesse est retournée, vers 8 heures à la turque, à la Sublime Porte et a présidé le Conseil des ministres.

Les stationnaires américain et ottoman sont pavés aujourd'hui à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

Nous recevons de la Préfecture de la ville la communication suivante :

Les élections des 7^{me} et 9^{me} circonscriptions sont terminées.

Le résultat des rapports qui ont été adressés à la Préfecture par les commissions électorales de ces circonscriptions que les députés-électeurs qui ont obtenu la majorité des voix sont :

7^{me} circonscription : Osman effendi, Cheikh du Teké de Yéni-Capou et Costaki bey Adossides, mustéchar du ministère de l'intérieur ;

9^{me} circonscription : Ali effendi, mumez du ministère de l'Évkef et Vincent Kholass effendi, habitant de Péra.

Constantinople, le 7/19 février 1877.

Le ministère de l'instruction publique avait mis à l'étude un règlement concernant le programme des cours à suivre dans les écoles Ruchdiés.

A la suite du changement du ministre de l'instruction publique, l'application de ce règlement a été ajournée jusqu'à l'arrivée du nouveau titulaire, Munif effendi, qui a déjà quitté Téhéran.

Les directeurs des écoles Ruchdiés ont reçu l'ordre de maintenir jusqu'à nouvel ordre l'ancien règlement.

La grande maîtrise de l'artillerie prend ses dispositions pour expédier en Crète le nombre de canons Krupp nécessaire pour l'armement du fort Izze et des autres forteresses de l'île.

Le colonel du 1^{er} régiment d'infanterie du 5^{me} corps d'armée, Fadallah bey, est promu au grade de général de brigade, et nommé à un commandement de l'armée du Danube.

L'ittihad dit que quelques officiers détachés de la brigade d'officiers du génie d'Andrinople sont allés lever les plans des fortifications qui seront construites à Dédé-aghat.

Tifor agha, qui servait avec le grade d'adjudant-major comme volontaire dans un des bataillons de la division militaire de Widdin, a reçu, en récompense de ses services, la décoration du Nichan-Iftihar et a été incorporé avec son grade dans l'armée régulière.

La souscription en Tunisie en faveur des dépenses de la guerre a produit, jusqu'à présent, la somme de 72,505 pièces de 20 francs. On croit que cette souscription s'élèvera à 2,000,000 de francs.

Une grande partie des sommes recueillies ont été déjà versées dans la caisse de la commission de la Sublime Porte.

Le journal arménien *Haïrenik* (Patrie), qui avait été supprimé il y a quelques mois, vient d'obtenir l'autorisation de paraître sous le même titre.

Le *Haïrenik* est édité par M. Mélekian.

Le *Bassiret* dit que Kiazim pacha, membre du Dari-Choura, ayant publié un libelle en vers contre Midhat pacha, a reçu un blâme de la part du gouvernement impérial. Les exemplaires en circulation de ce libelle ont été saisis par la police.

Le vapeur *Mersine* venant de Salonique avec des soldats a dû, à cause du mauvais temps, se réfugier dans une des baies du Mont Athos où il est resté trois jours attendant le retour du beau temps. Ce n'est qu'hier qu'il a pu rentrer à Constantinople.

Les officiers du bateau racontent que les provisions de bouche ayant manqué à bord, les moines des couvents du voisinage se sont empressés d'envoyer tout le nécessaire pour la nourriture de l'équipage et des passagers du bateau.

L'ittihad annonce que quatre militaires hongrois ont demandé à prendre du service dans l'armée impériale. Leur demande a été accueillie et les quatre Magyars ont été incorporés dans le 2^{me} bataillon du 2^{me} régiment de la garde impériale.

La Sublime Porte a adressé au patriarche ottoman un *tesheré* pour lui communiquer l'iradé impérial concernant l'admission des enfants non musulmans dans les écoles militaires de l'État.

A la réception de ce *tesheré*, le patriarche a publié une encyclique pour porter cette décision à la connaissance de la communauté grecque. L'encyclique patriarchale sera lue dans toutes les églises orthodoxes de Stamboul et de sa banlieue.

L'izzeddin qui a amené à Brindisi Midhat pacha est retourné hier à Constantinople. Il a ramené une partie des gens de service qui avaient accompagné Son Altesse jusqu'en Italie.

L'izzeddin, en revenant, a fait escale à Gallipoli où il a chargé du biscuit pour le compte du gouvernement.

Le *Zeyra*, journal de Bagdad, annonce que la tribu nomade *Djaf*, qui est composée de 3000 familles et qui, il y a quelques années, a passé sur le territoire persan, a sollicité la permission de rentrer sur le sol ottoman. Cette permission lui a été accordée, et les chefs de la tribu sont venus à Bagdad pour faire acte de soumission auprès des autorités impériales.

Sur la demande de la population de Diarbékir, le gouverneur général de cette ville a demandé à la Sublime Porte l'autorisation de procéder à la formation

tion des milices nationales dans la province. Le gouvernement impérial ayant décrété l'organisation de corps auxiliaires dans tout l'Empire, la formation des milices n'a pas naturellement, du moins pour le moment, sa raison d'être.

Nous extrayons du bulletin de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* du 14 février un passage qui confirme et explique la nouvelle donnée par un télégramme de l'agence Bordeano relativement au voyage du général Ignatieff dans ses terres situées au Sud :

Nous inclinons à croire que la Russie n'a pas l'intention de précipiter les événements. On considère comme la preuve ce fait, que le général Ignatieff ne retourne pas à St-Petersbourg en passant, comme on l'avait supposé, de Vienne à Berlin, mais se rend directement dans ses terres, en passant par Lemberg et en s'abstenant même de toucher à Saint-Petersbourg.

Toutefois, l'on ne paraît attacher, dans les cercles diplomatiques, qu'une très médiocre importance aux espérances relatives à la possibilité d'éviter la guerre ; ça été là, du moins, d'après nos informations, le sentiment qui a prédominé au bal qui a été donné, dimanche dernier, par l'ambassadeur de France et où les diplomates s'étaient rendus en très grand nombre.

Nous extrayons, sans en prendre bien entendu la responsabilité, les passages suivants d'une correspondance adressée d'Odesa au journal le *Bassiret* :

« Les nouvelles reçues de Constantinople relativement aux préparatifs de guerre continuant à produire une grande impression sur la population russe qui craint que la guerre n'éclate d'un moment à l'autre. Plusieurs familles riches d'Odesa se sont retirées dans l'intérieur.

« Tous les voyageurs, sujets ottomans, qui arrivent de Constantinople sont considérés par les autorités russes comme espions. Ils sont très surveillés et ne peuvent faire deux pas sans être suivis d'un agent secret de la police.

« Les nouvelles que l'on reçoit des localités où se trouvent concentrées les troupes russes ne sont guère satisfaisantes au point de vue sanitaire. Des maladies de toutes espèces déciment les soldats. Les épidémies ne sont pas rares et l'épidémie a gagné aussi les campagnes d'Odesa.

« Il y a quatre jours nous avions de passage dans notre ville six officiers supérieurs venus de St-Petersbourg.

« Après un séjour de deux jours, ces messieurs sont partis, quatre pour Belgrade et les deux autres pour le Monténégro. Ils sont chargés, dit-on, d'une mission importante auprès des princes de ces États.

« J'apprends, de source certaine, qu'il y a une vingtaine de jours que les comités panslavistes ont expédié en Bulgarie quatre appareils télégraphiques et douze individus pour les desservir. Leurs instructions sont de se placer dans les montagnes sur le trajet des grandes lignes télégraphiques et, de cette manière, de se rendre les secrets des correspondances officielles.

ACTES OFFICIELS.

Nominations—Promotions.

Par ordonnance impériale :
Hikmet bey, président du tribunal civil de Péra, est nommé membre du Conseil d'État ;

Ohannès effendi, ex-directeur de la correspondance étrangère du Khadjé, est nommé mustéchar du vilayet d'Andrinople ;

Alexandre Constantinoff effendi, membre de la Cour d'appel, section civile, est nommé mustéchar du vilayet de Salonique et promu, à cette occasion, au grade de *sanié-mutémaiz*.

Husséin bey, sous-gouverneur de Khorrassan, est nommé mustéchar de l'arrondissement de Nedjd.

SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DE L'ARMÉE.

LISTE N° 148.

Recettes du 5 février.

	Piastres.
Les habitants du vilayet de Alep, pour la 6 ^{me} fois.....	44000
Souscriptions précédentes.....	40918074 10
	40932074 10

LISTE N° 149.

Recettes du 6 février.

	Piastres.
Les soldats et officiers des gardes frontières qui se trouvent sur les confins turco-helléniques.....	14470
Les habitants du Caza Radovitchna à Uskup.....	2070
Souscriptions précédentes.....	43540
	40932074 10
	40945614 10

LISTE N° 150.

Recettes du 7 février.

	Piastres.
Par l'entremise de Selim Faris effendi, directeur du El-Djévaib.	
Mehmed Ali Han, de la ville	700
Ethi Kiri au Indes.....	300
Seid Hamid han de la même ville.....	4100
Quelques notables, habitants de la ville Itoqui au Indes.....	6027 20
Les habitants des villages Aindjick Magnissa et de l'île de Marmara.....	16675
S. Exc. Musurus pacha, ambassadeur à Londres.....	16675
S. Exc. Sidi pacha, ex-ambassadeur à Paris.....	16360
S. Exc. Aleco pacha, ambassadeur à Vienne.....	9500
S. Exc. Essad bey, ministre à Rome.....	9500
S. Exc. Munif effendi, ex-ministre à Téhéran.....	9250
S. Exc. Photiades bey, ministre à Athènes.....	7916
S. Exc. Aristarchi bey, ministre à Washington.....	4333
S. Exc. Carathéodory effendi, ministre à Bruxelles.....	98336 20
Souscriptions précédentes.....	40945614 10
	44043947 30

Parlement anglais.

Une dépêche télégraphique donne le résumé suivant de la séance du 13 :

Chambre des lords. — Lord Derby, répondant au comte de Granville, dit que les dépêches de lord Salisbury, relatives à ses entretiens avec M. de Bismarck et le duc de Cazares, n'ont pas été insérées au Livre Bleu parce que les conversations échangées avaient un caractère confidentiel.

Chambre des Communes. — M. Montagu annonce qu'il interpellera sir H. Northcote pour lui demander s'il est vrai que le marquis de Salisbury ait déclaré aux Hellènes de la Turquie, qu'ils avaient le droit de se révolter dans le cas où ils croiraient avoir quelque chance de succès.

M. Bourke, répondant à M. Vills, dit

qu'il n'a pas reçu de détails sur la chute de Midhat pacha et qu'il a été informé par Musurus pacha et par le télégraphe que la chute du Grand-Vézir ne changerait rien à la politique de la Turquie et n'empêcherait pas l'exécution des réformes.

Le chancelier de l'Échiquier, répondant à M. Samuelson, dit qu'il va sans dire que la dépêche de lord Loftus, en date du 2 novembre, adressée à lord Derby et relative aux assurances pacifiques du czar avait été communiquée à lord Beaconsfield avant le 9 novembre.

M. Bourke, répondant à M. Anderson, dit que les négociations avec la Turquie pour un meilleur contrôle de la traite des esclaves sont suspendues depuis dix-huit mois.

Séance du 15.

Chambre des lords. — Le comte d'Argyle annonce qu'il appellera mardi l'attention de la Chambre sur les instructions données au marquis de Salisbury, et qu'il demandera si le gouvernement a arrêté des mesures quelconques pour atteindre le but visé par ces instructions.

Chambre des communes. — Le très-honorable Gathorne Hardy, secrétaire d'État au ministère de la guerre, répondant à M. Campbell, dit qu'aucun officier de l'armée active n'a le droit de prendre du service à l'étranger sans en avoir obtenu l'autorisation.

Sir H. Northcote répondant à M. Montagu dit que sir H. Elliot et le marquis de Salisbury ont pu faire, à la suite de la conférence, des déclarations personnelles, mais que le gouvernement n'a eu aucune connaissance officielle du langage qu'ils ont pu tenir.

Le marquis de Salisbury a assuré seulement à sir H. Northcote, à titre d'ami, que les informations du *Times* sur ses visites politiques et sur ses sympathies ou aspirations grecques étaient totalement fausses.

M. Bourke, sous-secrétaire parlementaire au ministère des affaires étrangères, répondant à M. Anstruther, déclare que le sultan de Zanzibar a rempli non-seulement les engagements qu'il avait pris, mais encore qu'il a supprimé de son plein gré l'esclavage sur son territoire, et arrêté le passage des caravanes d'esclaves venant de l'intérieur. Des troubles ayant eu lieu à la suite de ces mesures, le gouvernement anglais a envoyé la frégate *Thetis* pour prêter main-forte.

Sir H. Northcote, répondant à M. Wolff, dit que les correspondances échangées avec les directeurs anglais du canal de Suez sont confidentielles et que la publication en est donc impossible.

Répondant à M. d'Harcourt, le chancelier de l'Échiquier dit qu'en dehors des documents publiés dans le *Livre Bleu*, il n'en existe pas d'autres relatifs à la retraite simultanée des ambassadeurs.

Le marquis de Salisbury reçoit l'ordre, le 22 décembre, d'informer sir H. Elliot que le rejet des propositions des puissances serait suivi de la retraite des ambassadeurs. C'était la base des communications faites à la Porte dans la huitième séance de la conférence.

La première communication relative à la retraite des ambassadeurs avait été faite par le marquis de Salisbury, le 17 décembre. Lord Derby répondit le 22, par conséquent bien avant sa conversation avec Musurus, pacha qui est du 19 janvier.

M. Bourke, répondant à M. Vills, dit

Le roman d'un père

PAR

HENRY GRÉVILLE

— Eh bien, docteur ? lui dis-je, presque tranquille, — sa voix et ses paroles avaient un peu calmé mes angoisses.
Il se retourna vers moi, et me serra les deux mains... Ses bons yeux gris clair, pleins de pitié et de douleur, me firent l'effet de deux couteaux de boucher, qu'il m'aurait brusquement enfoncés dans la poitrine : je répétai machinalement :
— Eh bien ?
— La fièvre va tomber d'ici deux heures, dit-il, et ensuite... Prenez garde, ajouta-t-il en me serrant le bras, elle peut vous entendre...
Le cri que j'allais pousser resta dans ma poitrine, la déchirant, le torturant. Je fis un mouvement pour me dégrader le cou ; répétai machinalement :
— Soyez homme, reprit le docteur. Vous avez une fille...
— Une orpheline ? répondis-je si tranquillement que j'en fus étonné moi-même.
Il me semblait que j'étais environné d'une mer de glace.
— Mon pauvre ami, dit le docteur après un silence, elle ne souffrira pas beaucoup ; le plus dur est passé.
— Alors, demain ?
— Ce soir peut-être, demain matin probablement. Je reviendrai. Je vous demande pardon de vous quitter ainsi : on m'attend et on souffre ailleurs.
— Allez, allez, docteur ! lui dis-je machinalement. Vous voyez, je suis calme.
Il s'enfuit presque en courant.
Je fis un effort inouï pour composer mon visage, puis je revins lentement sur mes pas. Écartant les rideaux de satin, j'ouvris la porte, et je me retrouvai en face de ma femme.
Elle était encore bien jolie, malgré les fatigues anciennes et la maladie récente, malgré la mort qui allait me la prendre. Au fond de ses grands yeux bleus qui me regardaient tristement, que d'expressions diverses, toutes plus chères les unes que les autres, se retrouvaient confondues ! Que

d'amour, que de regrets, que de pitié ! Et nous nous étions tant aimés... et nous n'étions mariés que depuis six ans !...

— Qu'est-ce qu'il t'a dit ? murmura ma femme pendant que je me penchais sur elle, couvrant de baisers timides son front et ses cheveux noirs, si doux, si longs, dont les tresses roulaient jusqu'à ses genoux sur le drap brodé.

— Il m'a dit que ta fièvre va tomber, ma chérie, lui dis-je en continuant à l'embrasser afin qu'elle ne vit pas mon visage ; je me sentais très calme cependant, et, sinon résigné, au moins prêt à tout.

— Oui, répondit-elle tout bas, et comme à elle-même. Et quand la fièvre sera tombée, je m'en irai.

Un petit piétinement derrière une porte placée auprès du lit me coupa la parole. La porte s'ouvrit, et notre fille Suzanne entra sur ses deux petites fesses encore incertaines.

— Maman ! dit-elle avec un cri d'oiseau qui revient au nid, maman et papa ! voilà !

De ses toutes petites mains gantées de moufles en laine, elle serrait sa poitrine un bouquet de lilas blanc. La bonne qui la suivait me dit que, depuis le moment où elles étaient entrées dans le magasin de fleurs, Suzanne n'avait pas permis qu'on touchât à son offrande.

La petite fille s'était avancée jusqu'au bord du lit de sa mère qui lui souriait... et de quel sourire ! La vieille bonne détournait la tête et se sauva tout à coup dans la pièce voisine.

— Je veux embrasser maman ! dit Suzanne, en tendant les bras.

Je la soulevai, et je l'assis sur le bord du lit. Elle n'avait pas donné à sa bonne le temps de lui ôter sa toilette de promenade. Les petites bottes de fourrure blanche, les guêtres, la robe d'étoffe moutonnée, le petit chapeau de fourrure, toute cette blancheur lui donnait l'apparence d'un flocon de neige tombé du ciel. Elle sautait à pleines mains le bouquet de lilas et le déposait sur la poitrine de sa mère.

— Pour toi, lui dit-elle. C'est Suzanne qui l'a acheté.

Elle fit un demi-tour, se mit à quatre pattes sur le lit, et se précipita au cou de sa mère. J'étais les bras pour épargner à ma pauvre femme la secousse trop brusque.

— Laisse-la, dit-elle, cela ne fait plus rien. La petite fille couvrait de baisers délicats les cheveux et le visage de sa mère. Elle cherchait une place pour chaque baiser, et souriait après l'avoir déposé bien doucement. Elle fit ainsi tout le tour du pâle visage dont les yeux s'étaient fermés sous ses caresses.

— A papa ! dit-elle ensuite en me tendant les mains.

Je la pris dans mes bras, et je reçus aussi ma part de baisers. Ma femme avait rouvert les yeux, et de grosses larmes roulaient lentement le long de ses joues. Je déposai l'enfant à terre.

— Va dire à ta bonne qu'elle te mette une autre robe, dis je à Suzanne.

Aussitôt la petite, toujours obéissante, reprit le chemin de sa chambre ; arrivée sur le seuil, elle se retourna, nous jeta une poignée de baisers, et disparut. La musique de sa voix nous arrivait comme un gazouillement... Je me hâtai de fermer la porte, et je revins près de ma femme.

Suzanne avait deux ans et demi, — et c'est en la soignant d'une longue et dangereuse maladie, que ma femme avait contracté la bronchite dont elle devait mourir. Jamais, depuis sa naissance, Suzanne n'avait dormi dans une autre chambre que la nôtre ; le petit lit de satin bleu, avec ses rideaux de mousseline brodée, ses nœuds, ses houppes, ses franges, plus semblable à une bonbonnière qu'à autre chose, était encore auprès de l'oreiller de ma femme. Que de nuits blanches nous avions passées ensemble ou tout à tour, près de la pauvre petite qui ne pouvait pas venir à bout de faire ses dents. Le fauteuil installé à demeure près du lit était tout usé par les longues stations de la mère qui avait endormi à son enfant sur ses genoux.

Et maintenant que Suzanne était sauvée, maintenant que son petit ratelier complet s'élevait triomphant dans ses rires joyeux, voilà que ma femme, épuisée de lassitude et d'angoisses, n'avait plus trouvé de forces pour continuer son œuvre... Elle avait disputé sa fille à la mort pendant neuf semaines et la mort, furieuse de se être laissé voler l'enfant, prenait la mère !

Je n'aurais pas dû permettre ce sacrifice, cette abnégation entière, je le sais... Mais nous avions déjà perdu deux enfants : notre premier-né avait été pour ainsi dire tué par les remèdes empiriques d'une bonne anglaise, et le second, un garçon aussi, avait été empoisonné par le lait de sa nourrice. Le jour où ma femme s'était sentie mère pour la troisième fois, elle m'avait fait promettre de lui laisser élever cet enfant-là.

— Je le sauverai, tu verras ! me disait-elle avec des yeux brillants de joie et d'espérance.

Sir Northcote ajoute qu'on n'a pas voulu faire de distinction entre le rappel de sir H. Elliot et celui des autres ambassadeurs. La retraite des plénipotentiaires anglais n'a pas eu lieu comme un signe de déplaisir du gouvernement anglais, attendu que les circonstances étaient complètement différentes alors de ce qu'elles étaient avant la conclusion de l'armistice d'octobre.

M. Simon donne avis qu'à la séance de demain il interpellera le gouvernement sur la question de savoir s'il est vrai que la Serbie ait exprimé la condition de ne pas accepter comme condition de paix l'admission des chrétiens arméniens et des juifs à la jouissance des mêmes droits que ceux accordés à ses autres sujets, et, au cas où cette nouvelle serait vraie, si le gouvernement de Sa Majesté a fait des représentations à ce sujet au gouvernement serbe.

Sir G. Campbell demande au premier lord de l'amirauté si le capitaine Hobart, dont le nom a été rayé de la marine lors de son entrée au service de la Turquie, est rentrée au service de l'Angleterre, et s'il y occupe un grade et reçoit une paye plus élevée que celle à laquelle il avait droit antérieurement.

M. Hunt répond que le nom du capitaine Hobart a été retranché de la liste des officiers de la marine royale en mars 1868, par ordre de M. Corry, alors premier lord de l'amirauté, sur la demande qui lui en avait été faite par lord Derby, ministre des affaires étrangères, pour avoir pris du service sous un gouvernement étranger sans en avoir obtenu la permission de son gouvernement. Il a été rétabli dans le service actif en novembre 1874, et le même jour il a été placé sur la liste de retraite sur l'ordre de M. Hunt. La paye qu'il reçoit est d'un livre sterling par jour.

Le même député, sir G. Campbell, demande au second lord de l'amirauté si quelque mesure a été prise pour empêcher les officiers anglais d'entrer au service de la Turquie et même de s'engager dans une guerre avec un allié de Sa Majesté, au cas où cet allié voudrait tressuyer d'obtenir de la Porte par la force ce que le gouvernement de Sa Majesté a cherché récemment à obtenir par la voie des représentations.

M. Hardy répond que nul officier, soit en retraite, soit en demi paye, n'est autorisé à entrer au service d'un gouvernement étranger sans permission, sous peine de perdre sa paye et ses émoluments. L'officier qui a ainsi quitté le service ne fait plus partie de l'armée anglaise.

M. Gladstone demande si le gouvernement a pu s'assurer du nombre des arrestations et des exécutions qui ont eu lieu à l'occasion des massacres de la Bulgarie.

M. Bourke répond que l'on a télégraphié à Constantinople pour avoir des informations à ce sujet.

La séance continue.

Londres, 16 février.

Le *Standard* croit savoir que le duc d'Argyll, en développant mardi sa motion relative aux instructions données au marquis de Salisbury, n'a pas l'intention de soulever une discussion de parti. Il ne sera pas proposé de résolution hostile au gouvernement.

Le but que le duc d'Argyll poursuit est uniquement d'amener le gouvernement à faire connaître sa politique pour l'avenir dans la question d'Orient, et principalement à dire s'il a l'intention de s'associer à la Russie dans des mesures de coercition à l'égard de la Turquie.

TÉLÉGRAMMES

Nouvelles Diverses.

(par le courrier de Varna.)

Berlin, 13, février, 4 h. soir.

D'après certains bruits en circulation dans les cercles diplomatiques, l'Angleterre aurait proposé confidentiellement aux cabinets européens de ne point répondre officiellement par une communication écrite à la dernière circulaire du prince Gortchakoff.

La *Correspondance politique* de Vienne a reçu la dépêche suivante :

Saint-Petersbourg, 14 février.

Le général Ignatieff est arrivé ici et a déjà été reçu par l'empereur. Il a eu aussi plusieurs conférences avec le prince Gortchakoff. Tous les bruits qui courent sur l'imminente retraite du chancelier russe sont dénués de fondement. Le renseignement suivant lequel le quartier-général serait transféré de Kichenef à Odessa est également faux.

L'amiral Popow, qui a inspecté les monitors stationnant à Nicolaïeff, est de retour à Saint-Petersbourg.

La situation générale est très tendue.

Vienne, 14 février.

Une convention a été conclue entre les Turcs et les Monténégrins relativement au rattachement de Nikisch. Ces derniers prendraient pour eux les vivres réunis par les Turcs à Bisano et à Nikisch, tandis que les Turcs garderaient pour eux un grand magasin de maïs apporté par les navires russes pour les Monténégrins, par la Bosnie et le lac de Scutari.

Vienne, 14 février.

La *Nouvelle Presse libre* publie, sous toutes réserves, un télégramme de Bucharest, annonçant qu'une convention entre la Russie et la Roumanie a été conclue relativement au passage éventuel des troupes russes sur le territoire roumain.

Un télégramme de Cettigne annonce qu'un colonel prussien, porteur d'une lettre et de cadeaux du prince Frédéric-Charles de Prusse pour le prince de Monténégro, est arrivé dans cette ville.

L'agence générale russe a transmis aux journaux d'Europe la dépêche suivante :

Saint-Petersbourg, 15 février, 8 h. soir.

La baisse qui s'est produite mardi à Londres sur les fonds russes n'avait aucune raison d'être. Elle a été probablement provoquée par le télégramme du *Times* contenant une prétendue adresse des commandants en chef, généraux et officiers de l'armée du Sud au général Ignatieff, ambassadeur à Constantinople. Voici la vérité : Il n'y a pas eu d'adresse, ce qui serait contraire aux habitudes de l'armée russe ; mais le 6 décembre passé il

se trouvant être le jour de la fête du général Ignatieff, le grand-duc Nicolas lui envoya un télégramme de félicitations, ajoutant que l'armée était dans d'excellentes conditions et prête à faire son devoir.

L'Agence générale russe déclare qu'il n'y a rien de changé dans l'attitude de la Russie. Répondant aujourd'hui à un article du *Golos d'acier* qui affirmait la paix, et à des articles d'autres journaux qui poussaient à la guerre, l'Agence dit que ces articles représentent aussi peu les uns que les autres la pensée du cabinet impérial. Celui-ci, par son attitude toujours nette, est parvenu à former une entente européenne sur les bases du programme anglais. La Porte ayant refusé d'y adhérer, il reste à déterminer une nouvelle entente sur le fait de la sanction nécessaire. Le gouvernement russe a interrogé les cinq autres puissances à cet égard. Il attend leurs réponses pour conformer sa conduite soit à cette entente, soit à ses seuls intérêts. Tout autre interprétation de sa politique est erronée.

Rome 15 février, soir.

De journal *Il Dovere* se dit autorisé à affirmer que la nuit dernière la santé du Pape a causé la plus grande anxiété.

Ce matin un conseil général des cardinaux s'est réuni au Vatican et a délibéré pendant deux heures.

Des informations secrètes de Berlin annoncent qu'on arrivera prochainement à un compromis entre le cabinet allemand et la Curie.

Suivant un télégramme privé de Berlin, publié par le *Morning Post*, on s'attend à ce que la réponse des puissances à la note circulaire russe sera présentée à Saint-Petersbourg la semaine prochaine. Elle sera, dit-on, évasive de la part de chacune d'elles.

Le correspondant de Kischenef du *Daily News* dit que six corps ont été mobilisés sans compter l'armée du Caucase, qui compte 65,000 hommes, ce qui fait en tout 75,000 hommes environ, avec 2,000 cavaliers et 150 batteries, soit 900 canons.

2 corps de cette armée, le 7^e et le 12^e, sont à Odessa et à Sébastopol, le 8^e, le 9^e, le 10^e et le 11^e sont en Bessarabie. L'armée qui marchera première contre les Turcs compte 120,000 hommes, avec 8,000 cavaliers, 72 batteries (428 canons), et sera immédiatement suivie du 7^e et du 12^e corps, ce qui fera 180,000 hommes avec 12,000 cavaliers, 120 batteries d'artillerie ou 720 canons, sans compter l'armée du Caucase, qui opérera probablement contre la Turquie d'Asie.

Le correspondant ajoute que tout est prêt pour l'action et que la mobilisation s'est faite sans difficulté.

Le Livre Bleu.

On lit dans le *Temps* :

Nous avons reproduit les principales dépêches contenues dans le premier volume du *Livre Bleu* anglais. Nous continuons aujourd'hui nos extraits, en passant au second volume qui contient 238 pièces, et qui va depuis le 20 novembre de l'année dernière jusqu'au 5 février de cette année, c'est-à-dire depuis les instructions remises par le gouvernement anglais au marquis de Salisbury jusqu'à la lettre par laquelle lord Derby fait savoir au plénipotentiaire que sa conduite dans les négociations a été approuvée.

On trouve dans ce second volume du *Livre Bleu*, outre les procès-verbaux des conférences préparatoires, les protocoles de la Conférence de Constantinople, un certain nombre de rapports de consultants après enquêtes relatives à des faits locaux. Laissons de côté ce qui n'a qu'une valeur rétrospective, nous nous attacherons dans l'analyse et les citations suivantes aux documents qui peuvent jeter quelque jour sur la politique suivie par les puissances et sur leurs intentions pour l'avenir.

Le langage nécessairement réservé et calculé de la diplomatie anglaise ne parvient pas toujours à dissimuler les soupçons qu'elle nourrit au sujet d'une action secrète de la Russie. Le marquis de Salisbury, dans une longue dépêche du 4 janvier relative aux propositions soumises à la Porte, s'exprime ainsi :

On a fait de grands efforts pour persuader au gouvernement turc que ces propositions sont conçues dans l'intérêt de la Russie, et qu'il est, par conséquent, contraire aux intérêts de la Turquie de les accepter. Ceux qui pensent que toute diminution de l'autorité du gouvernement central, quelque essentielle qu'elle puisse être à l'amélioration administrative, serait favorable aux desseins présumés de la Russie, trouveront naturellement une couleur russe aux propositions soumises à la Porte. Il me paraît plus exact d'admettre que plus le gouvernement de ces provinces s'améliorera et plus par suite la satisfaction publique augmentera dans les provinces, moins elles seront tentées de changer de gouvernement. Bien des territoires ont été ajoutés à la Russie dans le cours du siècle dernier, mais ces accroissements territoriaux n'ont jamais eu pour cause le désir des habitants d'être incorporés à l'empire russe ; il n'y a donc aucune raison historique de supposer que l'octroi aux provinces bulgares d'une certaine indépendance (*practical self government*) aurait pour effet de faire naître de pareils desirs dans la population. Il est probable que les mouvements qui ont eu lieu récemment en Bulgarie, et qui ont été si terriblement réprimés, sont dus en partie à des agitateurs russes, mais ces intrigues tirent leur force, non d'un sentiment de nationalité, mais d'un rapport éloigné de la langue, mais de la mauvaise administration dont les habitants ont souffert.

L'idée de manœuvres russes en Bulgarie perçue également dans une conversation du Sultan avec le plénipotentiaire anglais. (Dépêche du 26 décembre.)

Le Sultan, raconte le marquis de Salisbury, insista beaucoup sur l'indignation que des concessions exciteraient parmi ses sujets, et parla de sa propre vie comme étant en danger... Je fis remarquer à Sa Majesté que l'unité était un grand obstacle au renouvellement des sentiments de cordialité qui existaient autrefois entre l'Angleterre et la Turquie. Il ne s'expliqua pas là-dessus, se contentant de jeter sur la Russie la responsabilité des malheurs qui étaient arrivés en Bulgarie. Il avait l'air en même temps pleinement persuadé, malgré toutes mes protestations contraires, que le changement des sentiments d'une grande partie de la nation anglaise était plus dû à la réputation de la dette turque qu'à aux atrocités bulgares. Sa Majesté insista beaucoup sur une loi qu'il avait approuvée et qui revient sur la réputation de l'année dernière, bien qu'il n'ait pas été possible encore de pourvoir au paiement de la dette. Il se félicita aussi des mesures libérales de la Constitution qui a été publiée samedi.

La politique russe était également soupçonnée de favoriser l'autonomie des provinces turques pour arriver à une dissolution graduelle du gouvernement ottoman. Le marquis de Salisbury, en passant à Vienne, eut deux entretiens avec le comte Andrassy, qui « parut extrêmement opposé à ce que la conférence constituât de nouveaux Etats tributaires, estimant que, dans les circonstances actuelles, un pareil arrangement ne contribuerait ni à la stabilité politique, ni au bon gouvernement des populations ». (Dépêche du 29 novembre.)

Sir A. Buchanan, ambassadeur anglais à Vienne, eut, quelques jours après, une conversation avec le même ministre, au sujet des propositions du général Ignatieff. Le comte Andrassy regardait l'adoption de ce programme « comme le premier pas vers la décomposition de la Turquie, sans fournir la moindre probabilité du plus court apaisement des sujets actuels d'inquiétude. En outre, la partialité géographique du projet était dirigée contre la future indépendance et le développement de la population grecque, et n'avait d'autre but que de servir des intérêts panslaviques et russes. » (Dépêche du 11 décembre.)

Plus tard, lorsque la conférence s'est mise d'accord sur des conditions parmi lesquelles figure la nomination des gouverneurs ou *vallis* pour cinq ans, le grand vizir justifia le rejet de cet article en disant qu'il conduirait à la formation de nouveaux Etats tributaires, et Midhat répéta le même argument à sir H. Elliot, en lui disant que « le projet tel qu'il lui était présenté serait un pas vers la réalisation assurée du rêve russe, c'est-à-dire de la création de petits Etats autonomes dans la Turquie d'Europe. » (Dépêches du 30 décembre et du 1^{er} janvier.)

L'imminence d'une guerre entre la Russie et la Turquie, comme conséquence du rejet des propositions européennes, est constamment supposée par tout le monde. Le marquis de Salisbury, dans la conversation que nous venons de citer (dép. du 1^{er} janvier), a bien soin de rappeler au grand-vizir les souvenirs de la guerre de 1827-1828, ajoutant que la Turquie est aujourd'hui absolument seule, et que plusieurs autres puissances pourraient fort bien, une fois la campagne commencée, prendre part aux opérations agressives. » Lord Derby, de son côté, écrivant aux deux représentants de l'Angleterre à la conférence, et leur rapportant une conversation qu'il avait eue avec Odian effendi, s'exprime ainsi :

« J'ai saisi cette occasion d'insister sur l'importance pour la Porte de faire tout ce qu'il lui est possible afin de détourner une guerre entre la Russie et la Turquie. Je ne savais au juste, lui ai-je dit, où en sont les préparatifs militaires de la Russie, ni jusqu'à quel point les forces turques pourraient espérer un succès temporaire ; mais, si l'on compare les ressources des deux pays, il est impossible de supposer que la lutte puisse finir autrement que d'une manière désastreuse pour l'empire ottoman. J'ajoutai que le moment me paraissait singulièrement mal choisi pour la Porte, qui, à la suite des événements de Bulgarie, avait actuellement une position très peu favorable dans l'opinion de l'Europe. Pour toutes ces raisons, dis-je, j'estime qu'il serait, de la part du Sultan et de ses conseillers, d'accepter même des conditions qui leur semblent pénibles et onéreuses, plutôt que de risquer une rupture avec la Russie, et les conséquences presque inévitables de cette rupture. » (Dépêche du 10 janvier.)

Il est juste, d'un autre côté, de dire que notre ministre des affaires étrangères n'a pas cessé de se porter fort des bonnes intentions de la Russie. Il n'y a pas encore un mois, M. le duc Decazes déclarait à lord Lyons qu'il continuait à avoir pleine confiance dans le maintien de la paix en Europe. « Il avait, dit la dépêche, des raisons d'espérer que le gouvernement russe était au fond animé d'un vif désir de maintenir l'union des grandes puissances et de conserver la paix. » (Dépêches du 19 janvier.)

Notons encore, avant de quitter ce sujet, un passage d'une dépêche du marquis de Salisbury, du 18 janvier, dans lequel il s'exprime ainsi sur les sentiments particuliers du Sultan Abdul-Hamid. « Il n'y a pas de doute, écrit le plénipotentiaire, que le Sultan n'ait désiré d'accepter les conditions des puissances, mais le Grand-Vizir était décidé à la résistance, et il a présenté les propositions des puissances au grand conseil de telle manière que le rejet en était inévitable. »

On ne peut lire le *Livre Bleu* que nous analysons sans remarquer l'absence presque absolue de renseignements relatifs à la politique de l'Allemagne. Nous ne reproduisons point l'entretien du marquis de Salisbury, à son passage à Berlin, avec l'empereur Guillaume, parce que nous l'avons déjà donné et parce qu'il n'exprime que des déclarations assez vagues en faveur de la paix, et une justification également fort générale de la conduite du tzar (dépêches du 23 novembre). Quant aux conversations du plénipotentiaire anglais avec le prince de Bismarck, nous savons, par une explication ministérielle que le récit en a été supprimé à cause du caractère confidentiel des communications échangées. Une dépêche de l'ambassadeur anglais à Berlin (du 5 janvier), montre l'opinion que le gouvernement allemand se faisait de la situation, puisqu'il se félicitait de la prolongation de l'armistice « comme dominant à la Turquie et à la Russie tout le temps de réfléchir avant de se précipiter dans la guerre et donnant à la Turquie le temps de proposer une solution pacifique acceptable pour la Russie. »

La tendance de la politique russe étant manifestement de présenter le traité de Paris comme désormais non avenu, tandis que lord Beaconsfield, dans son discours de Guildhall, en fait la base permanente de la politique anglaise, il est à observer que le marquis de Salisbury a usé d'une grande prudence sur ce point. Les traités de 1856 ne jouent aucune rôle dans sa correspondance ; la seule explication qu'il ait donnée à ce sujet est contenue dans un discours prononcé dans la séance de la

conférence du 15 janvier, et ne saurait vraiment fournir à l'opposition un moyen de mettre l'ambassadeur en contradiction avec son gouvernement. Le marquis de Salisbury, en effet, tout en représentant à la Porte le danger de s'aliéner l'intérêt et la bienveillance des puissances, l'isolement qui en résulterait pour elle, les périls qui, par suite, pourraient menacer l'existence même de la Turquie, a eu bien soin d'établir que l'article IX du traité de Paris ne donnait proprement aux puissances aucun droit d'ingérence dans les rapports entre le Sultan et ses sujets. La pensée de l'ambassadeur paraît être que le traité n'oblige pas les puissances à protéger la Turquie malgré elle, mais rien dans son discours ne suppose l'invalidité des stipulations qui concernent les rapports des puissances entre elles.

Il nous reste à extraire du *Livre Bleu* les nombreux passages dans lesquels la politique de l'Angleterre, relativement à la conférence et à ses suites éventuelles, s'affirme avec une persévérance et une unité de dessein remarquables. Ici encore, l'opposition de M. Gladstone et de ses amis aura de la peine à trouver le défaut de la cuirasse.

Protocoles de la Conférence de Constantinople.

VI^e PROTOCOLE.

(Suite.)

S. Exc. Safvet Pacha dit qu'il faudrait généraliser à tout l'empire les idées conformes à la Constitution, et sur lesquelles le gouvernement ottoman et la Conférence tomberaient d'accord. Il fait ressortir le caractère général des dispositions contenues dans le contre-projet de la Sublime Porte.

Le comte de Chaudordy et le marquis de Salisbury allèguent, en faveur des mesures à adopter, les termes de la Note Andrassy et du programme anglais, aussi bien que la nature des événements qui ne se sont pas étendus sur tout l'empire, mais se sont passés dans des localités déterminées.

Sur d'autres observations, les plénipotentiaires ottomans donnent à entendre qu'à leur avis les mesures indiquées dans les propositions Andrassy seraient applicables aux districts éprouvés ; et, pour ce qui est des réformes que le gouvernement ottoman est en voie d'exécuter, elles ont bien un caractère général en ce sens qu'elles doivent être appliquées à toutes les provinces, mais que rien n'empêche qu'elles ne soient appliquées d'urgence aux vilayets qui ont fait l'objet de l'attention particulière de la Conférence. A l'appui de cette généralisation successive de l'application des réformes, ils citent l'application du Tanzimat, ainsi que de la loi des vilayets.

Le marquis de Salisbury dit que le terme de Bulgarie se trouve bien dans le programme et que, notamment, la Conférence doit s'occuper de la Bulgarie.

S. Exc. Safvet Pacha dit que, par le terme de Bulgarie, on entend le vilayet du Danube ; qu'une importance spéciale n'avait pas été attachée tout d'abord à cette expression, qui se trouve en effet dans le programme anglais, parce que le programme anglais n'avait pas été accepté tout d'abord par la Sublime Porte ; qu'il s'est trouvé admis plus tard seulement et pour ainsi dire implicitement par cela même que la Conférence qui s'y rattachait avait été acceptée, et que, dès lors, le gouvernement ottoman ne s'était pas trouvé dans le cas de demander qu'on voulût mieux fixer le sens que pourrait comporter le terme vague de Bulgarie.

MM. les plénipotentiaires de Russie, d'Allemagne et de la Grande-Bretagne font remarquer que l'initiative du gouvernement de S. M. britannique a eu pour motif les faits qui se sont passés hors du vilayet du Danube, que des lors on ne pourrait pas faire abstraction du versant méridional des Balkans, et que l'on est ainsi amené à étendre les mesures sur lesquelles on sera tombé d'accord sur tout ou partie des vilayets du Danube, de Sofia, de Prizrend, de Monastir, d'Andrinople et de Salonique.

MM. les plénipotentiaires ottomans s'attachent à faire voir que, d'après les explications qui viennent d'être fournies, la pensée des plénipotentiaires des six puissances serait mieux rendue si, au lieu de territoires, on voulait donner comme objectif des mesures de réparation des populations qui ont souffert, et si, de plus, on étendait le cercle des réformes à appliquer sur toute la Turquie d'Europe.

S. Exc. l'ambassadeur de Russie déclare que, pour ce qui le concerne personnellement, il n'a aucune objection à ce que les réformes dont on sera convenu reçoivent une plus large extension. Il pourrait en dire autant de ses collègues. C'est là pourtant une affaire qui concerne la Sublime Porte. Mais il ajoute que les faits qui se sont passés ont amené les puissances à s'occuper spécialement des trois provinces, et des garanties qui devaient être données.

Le comte de Chaudordy croit qu'on peut admettre désormais que les localités qui devront faire l'objet des mesures à arrêter par la Conférence seront comprises dans les limites des provinces qu'il s'agit d'organiser. Il se demande maintenant quelles sont les garanties que le gouvernement ottoman pourra fournir.

S. Exc. Edhem Pacha dit que les garanties que le gouvernement impérial peut fournir sont des garanties morales, tirées du sentiment même que le gouvernement a de ses intérêts et de ses devoirs.

S. Exc. Safvet Pacha lit à cette occasion la Note communiquée par la Sublime Porte aux représentants étrangers en date du 12 octobre 1876, qui exposait le nouveau programme du gouvernement ottoman et avait servi de réponse au programme du gouvernement de S. M. britannique.

L'ambassadeur de Russie remercie S. Exc. le premier plénipotentiaire ottoman de la lecture de la Note qu'il vient de faire. Si l'on voulait comparer cette Note avec le travail des plénipotentiaires, on saurait bien que les promesses du gouvernement ottoman dépassent, sous certains rapports, les desirs exprimés par les puissances. La différence est que celles-ci s'attachent principalement à tout ce qui peut avoir un effet sérieux, pratique et immédiat. C'est ainsi que personne ne met en doute les efforts que le gouvernement ottoman a déployés pour amener la pacification de la Bosnie et de l'Herzégovine.

On sait pourtant que si ces efforts n'ont pas abouti, cela a tenu surtout à ce que les populations n'y ont pas trouvé la garantie des puissances. La proclamation de la Constitution ne remplit pas à elle seule cette lacune.

La pièce que S. Exc. Safvet Pacha vient de lire est en quelque sorte la condamnation de tout le système administratif actuellement en vigueur, ou qui avait prévalu jusqu'alors. A l'appui de ces idées, S. Exc. désirerait donner lecture à la Conférence d'un passage de la pièce adressée par les patriotes ottomans aux cabinets européens au printemps dernier, et qui contient des aveux remarquables sur les

abus et les vexations dont souffre la population des provinces.

S. Exc. Edhem Pacha fait observer que cette pièce n'a pas un caractère officiel, et il ne voit pas l'utilité qu'il y aurait à en donner lecture. Représentant l'examen de la question des garanties, il rappelle que c'est la continuation de la guerre qui a empêché l'exécution des propositions du comte Andrassy présentées par le gouvernement impérial.

S. Exc. termine en demandant que la Conférence veuille bien accorder aux plénipotentiaires ottomans un délai pour leur permettre de mieux étudier le contenu des communications qui ont été faites au commencement de la séance par le comte Corti et par le marquis de Salisbury.

Le comte de Chaudordy ne voit pas l'utilité d'étudier les communications susmentionnées ; la question des garanties fait en ce moment l'objet des délibérations de la Conférence.

Il prie de nouveau MM. les plénipotentiaires ottomans d'indiquer les garanties que, de leur côté, ils seraient disposés à proposer à la Conférence.

S. Exc. Edhem Pacha répond que les garanties qu'il pourrait indiquer seraient, ainsi qu'il a eu l'occasion de le dire, des garanties morales : la Constitution, les lois, le temps, qui consolidera les nouvelles institutions et en établira la valeur pratique, voilà les seules garanties sérieuses et les seules que son gouvernement soit à même de fournir.

Le comte de Chaudordy ne saurait considérer la réponse de S. Exc. Edhem Pacha comme suffisante, du moment que la Porte est en possession d'un projet d'ensemble élaboré par la Conférence.

S. Exc. Edhem Pacha revient sur ces explications et regrette d'avoir à rappeler que plusieurs dispositions du projet en question ont été jugées incompatibles avec les droits souverains de S. M. le Sultan et de son gouvernement.

Le comte Zichy désirerait faire remarquer que le changement de la forme du gouvernement n'amène naturellement aucune altération à des promesses et à des engagements qui ont été contractés sous la forme la plus solennelle.

Afin de ne point se tromper sur l'appréciation qu'il serait porté à faire de la manière dont les hatti-chérifs de 1839 et de 1856 ont été exécutés, il se bornera à invoquer les paroles par lesquelles S. M. elle-même constatait tout récemment encore que l'empire avait de bonnes lois, mais que malheureusement ces lois n'étaient guère appliquées. En présence d'une pareille constatation, venant de si haut, comment pourrait-on apaiser les inquiétudes, si ce n'est en stipulant des garanties ?

Les plénipotentiaires ottomans répondent que c'est là précisément le motif qui a fait adopter la Constitution, c'est-à-dire une nouvelle forme de gouvernement qui porte en elle-même les garanties d'exécution désirables. Désormais, les Sultans ne seront pas dans le cas de se plaindre de l'inexécution des lois. Il serait injuste de vouloir ainsi porter une condamnation absolue sur le passé. Bien des lois ont été déjà exécutées.

Le comte de Chaudordy se demande quelles sont les lois financières, judiciaires, administratives, qui doivent servir à mettre en œuvre la Constitution. Comme ces lois n'existent pas actuellement, des arrangements plus précis seraient nécessaires.

Sur une observation du baron de Werther, relative au grand nombre de lois qu'exigera la mise en pratique de la Constitution, les plénipotentiaires ottomans répondent que déjà cinq commissions ont été formées, et que même la plupart des lois auxquel les l'ambassadeur d'Allemagne a fait allusion existent.

Le marquis de Salisbury voudrait prendre acte que les plénipotentiaires ottomans écartent toutes autres garanties que les garanties morales et n'en donnent d'autres que le temps et les lois existantes et à venir.

S. Exc. Safvet Pacha pense qu'on ne saurait désirer de garantie plus solide que celle qui résulterait d'engagements pris dans un protocole signé. Il y aurait là un engagement international, et tout le monde sait avec quelle loyauté le gouvernement impérial tient ses engagements.

Le comte de Chaudordy et l'ambassadeur de Russie disent qu'on n'entend nullement mettre en doute la loyauté du gouvernement ottoman, ni sa bonne foi ; la question est de savoir s'il sera en mesure d'exécuter ses engagements.

Le baron de Calice, appuyant les précédents, dit que le but des représentants des puissances garantes a été précisément de trouver des mesures d'une application immédiate et certaine. S. Exc. cite l'insuccès des tentatives pour faire rentrer les réfugiés de Bosnie et d'Herzégovine. Il faudrait éviter de retomber dans les mêmes inconvénients, et c'est pourquoi les garanties pratiques sont tout à fait indispensables pour arriver au but que l'on se propose.

Le comte Zichy lit différents passages de la Note Andrassy, relatifs à l'institution d'une commission pour la Bosnie et l'Herzégovine, et il fait remarquer que cette commission a été acceptée par la Porte.

Sir Henry Elliot dit que la Porte, avant d'accepter alors cette commission pour la Bosnie et l'Herzégovine, ne peut se refuser à l'accepter également pour la Bulgarie, puisque cette commission fait partie du programme anglais.

Le marquis de Salisbury s'attache à démontrer que l'application des principes de la Note Andrassy pour la Bulgarie est contenue dans le programme anglais, que la commission dont il s'agit devait être électorale et par conséquent indépendante ; mais, dans les circonstances actuelles, l'élection pourrait présenter des inconvénients pour la Porte, et il est préférable pour elle que les membres de cette commission soient désignés par les puissances. S. Exc. insiste encore sur la gravité de la situation.

Sir Henry Elliot appuie sur les avantages que présente pour la Porte une commission nommée par des puissances qui ne désirent que le bien de l'empire, au lieu d'une commission élue par des populations encore agitées par des passions politiques.

Le comte Zichy invoque de nouveau la Note Andrassy et lit la circulaire adressée par la Sublime Porte à ses représentants à l'étranger, en date du 13 février dernier, et qui constate l'acquiescement du gouvernement ottoman aux principes de la Note Andrassy.

Sans mettre en doute l'acceptation de la Note Andrassy par la Porte, les plénipotentiaires ottomans font des réserves sur le mode de nomination qui s'y trouve indiqué.

Le baron de Werther rappelle que cette Note avait été laissée entre les mains de feu Rachid Pacha.

Les plénipotentiaires ottomans ayant insisté sur leur intention d'examiner de nouveau la question, le comte de Chaudordy et le comte Corti expriment le vœu que la Conférence se tienne à la prochaine séance en présence de propositions précises de la part du gouvernement ottoman.

La séance est levée, et la prochaine réunion est fixée à mercredi.

(Signatures des plénipotentiaires.)

(à suivre.)

DEPÊCHES EN DEPOT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
1 F. Petridis	Estroliato	Galatz
2 Christovich	Colombi	Tyagorog
3 Crifiti astrasop	Dalaporta	Braila

REVUE SCIENTIFIQUE.

Sommaire du numéro 33 (10 février 1877.)

La chimie des plantes, par M. A. GAUTIER. — Reflexions sur la loi mathématique de la variation des types spécifiques, par M. A. GIARD. — Un voyage scientifique en Auvergne. — L'association internationale africaine. — Expériences de M. Marion contre le phylloxera. — Académie des sciences de Paris. — Bibliographie scientifique. — Chronique scientifique.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Sommaire du numéro 33 (10 février 1877.)

Le darwinisme, par M. Gabriel COMPAYRE. — Midhat Pacha et ses successeurs, le nouveau ministère, par M. P. GRANET. — Les Revues nouvelles. — Histoire de quatre ans (1870-1873). — Causerie littéraire. — Notes et impressions, par M. — La semaine politique. — Bulletin. (On s'abonne au bureau du journal, 8, place de l'Odéon, à Paris.)

CHAQUE JOURNAL.

Paris. Six mois : 12 fr. — Un an : 20 fr.

Départements. 15 » — 25 »

LES DEUX JOURNAUX RÉUNIS.

Paris. 20 » — 36 »

ministère des affaires étrangères vous parlait tout à l'heure de la durée d'une transmission de Constantinople à Paris.

La dépêche dont je parle, adressée à un journal de Paris, a été déposée à Péra, à 5 heures du matin, n'est arrivée à Paris qu'à 4 heures 2 minutes du soir, et à Paris quelques minutes après.

Voici, du reste, comment les choses se passent au ministère de l'intérieur. Aussitôt que nous recevons une dépêche importante, nous consultons le ministre compétent, soit le ministre des affaires étrangères, soit le ministre des finances. On nous répond immédiatement, et quand il n'y a pas d'intérêt d'Etat à garder le silence, le bureau de la presse communique la nouvelle à tous les journaux qui lui en font la demande, sans faire entre eux aucune différence.

C'est ainsi que les choses se sont passées lundi et mardi. Il n'y a eu aucun retard dans la transmission, aucune dépêche retenue, aucune faute ni aucune erreur commises. (Applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche. — Mouvements et bruits divers.)

M. Antonin Proust. — Il résulte des explications qui viennent de vous être données : premièrement, qu'une dépêche adressée à un journal a été mise au télégraphe de Péra à onze heures du matin, tandis que la dépêche mise au même bureau télégraphique par l'agent du gouvernement français n'a été déposée qu'à sept heures du soir.

M. le ministre des affaires étrangères. — A cinq heures vingt-cinq minutes, soit !

Il est peut-être regrettable que notre argent à Constantinople n'ait pas été versé immédiatement au gouvernement. (Très-bien ! très-bien ! à droite.) L'événement considérable qui venait de se produire.

Il est enfin un autre point sur lequel je vous demande la permission d'insister.

M. le ministre des affaires étrangères, qui dinait chez M. le préfet de police a reçu la dépêche à onze heures du soir. Cette dépêche a dû être déchiffrée, ce qui demande un certain temps, mais ce qui n'exige pas un travail dur jusqu'à neuf heures du matin.

M. le ministre des aff. étrangères. — Je demande la parole.

M. Antonin Proust. — Puisque M. le ministre de l'intérieur n'a reçu cette dépêche qu'à neuf heures du matin.

M. le ministre des aff. étrangères. — J'ai en l'honneur de vous dire que je n'ai pas eu connaissance de la dépêche qu'à deux heures du matin.

Maintenant, quand vous avez réglé le sommeil des ministres, nous en prendrons acte et nous obéirons. (Rires ironiques à droite.)

M. Georges Perin. — Veuillez écouter cela n'est pas risible.

M. Antonin Proust. — Je réponds à l'interpellation de M. le ministre des affaires étrangères, en lui rappelant que, dans la dernière commission du budget, lorsque nous avons demandé pourquoi on logeait, c'est-à-dire pourquoi on faisait passer la nuit au ministère des affaires étrangères à deux agents, le directeur politique et le chef du cabinet, M. le ministre des affaires étrangères, nous a répondu que c'était pour avoir, au cours de la nuit, communication des dépêches.

Ainsi, nous ne voulons pas priver les ministres de sommeil. (On rit, puis, alors qu'ils dorment, il y a quelqu'un qui veille pour eux. — Très-bien ! sur quelques bancs à gauche. — Rires à droite.) Il y a quelqu'un qui veille pour recevoir les dépêches et les communiquer au besoin.

J'ajoute que M. le ministre des affaires étrangères n'a pas qualité, en effet, pour communiquer directement au public, soit par la voie des journaux, soit par toute autre voie, les télégrammes qu'il reçoit. Mais aucun ministre, aucun de ses collègues ne peut faire cette communication sans que la dépêche soit revêtue de son approbation.

Or, si l'approbation du ministre des affaires étrangères avait été envoyée dans la nuit, à deux heures du matin, il est probable que la presse en aurait eu connaissance avant le lendemain 6 février, à onze heures.

M. le ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je réduirai, soyez-en sûrs, la question aux proportions que notre honorable collègue vient de lui donner, mais j'insisterai sur un détail qui, sans doute, ne l'a pas suffisamment frappé.

Il a bien voulu vous rappeler que l'on avait autorisé certains employés du ministère des affaires étrangères à avoir un lit au ministère. C'est en effet une bonne action, et elle est utile au service. Je l'en remercie. (Rires ironiques à droite.)

M. Antonin Proust. — La commission s'est placée au point de vue de l'utilité.

M. le ministre. — Il a paru croire que cette mesure n'avait pas eu, dans le cas actuel, toute son efficacité. En cela, il s'est trompé. J'ai eu l'honneur de lui dire qu'en rentrant au ministère, j'avais été prévenu que cette dépêche était en traduction et que le bureau d'expédition travaillait à son expédition.

J'ai attendu que cette traduction fût terminée.

Si j'ai bien compris M. Proust, notre honorable collègue aurait voulu qu'à deux heures du matin je me rendisse auprès de M. le président du conseil, au risque de le réveiller, pour lui communiquer la nouvelle que je venais de recevoir.

M. Antonin Proust. — La question n'est pas là !

M. Berlet. — La question est déplacée.

M. le ministre. — Je crois que mon honorable collègue et président m'aurait su très-mauvais gré de pousser jusque-là l'intimité de nos relations. (Rires sur divers bancs à droite. — Exclamations sur d'autres bancs.)

J'ai eu d'autant mieux pouvoir m'en abstenir que nous avions conseil des ministres à neuf heures. A neuf heures, il était grand temps, — vous le reconnaîtrez, — de donner au public, sous une forme à choisir, une communication qui aurait eu une importance particulière. Il faut bien le reconnaître, messieurs, il faut bien que nous en convenions tous, le conseil des ministres n'a pas eu la chute de Midhat pacha, et son remplacement par Elhém pacha est une importance telle qu'il y eût lieu de lui donner une publicité particulière et inaccoutumée. (Exclamations sur un grand nombre de bancs.)

M. Raoul Duval. — 70 centimes de baisse !

M. Jolibois. — Toutes les personnes qui font des affaires à la Bourse en comprennent l'importance. (Bruit.)

M. le ministre. — Qu'est-ce que vous dites, mon honorable collègue ? J'ai été interrompu par vous, et je n'ai jamais entendu votre interruption.

M. Jolibois, de sa place. — J'ai dit que toutes les personnes qui font des affaires à la Bourse en comprennent l'importance !

A gauche : Très-bien ! très-bien !

M. le ministre. — Je remercie mon honorable collègue de son interruption.

Je dis que le gouvernement n'a pas eu besoin de recourir à des mesures exceptionnelles pour porter sous une forme inaccoutumée l'attention à la connaissance du public. Il a fait ce qu'il faut en pareil cas et ce que vient d'expliquer M. le président du conseil.

La nouvelle, dit mon honorable collègue, avait cependant une importance capitale, une importance qu'on ne peut comprendre tous ceux qui font des affaires à la Bourse.

Je crois, en effet, avoir remarqué, dans les journaux, que cet ordre d'idées a été, non pas seulement indiqué, mais développé.

Je ne sais pas jusqu'à quel point ce fait est exact ; je ne sais pas s'il est vrai que cet événement ait pu produire sur la bourse des variations très-importantes, je n'ai pas essayé de le constater alors.

Rires ironiques à droite.) Cela ne me regardait pas et je n'avais pas à m'en occuper ; mais mon intention a été ramenée depuis sur ce côté de la

question par l'insistance de certains journaux et le caractère de leur polémique. J'ai pu constater que les développements dans lesquels ils entraient à cette occasion se rattachaient au système des insinuations et des accusations calomnieuses, qui deviennent malheureusement si habituelles aujourd'hui.

Je dirai que je les trouve regrettables, parce que, à mon sens, elles font peu d'honneur à nos mœurs publiques. Mais ces considérations ne sauraient rien changer aux faits et modifier les devoirs de l'administration.

D'ailleurs, je vous avouerai franchement que malgré le regret que j'éprouve de ces habitudes mauvaises, et en ce qui me touche personnellement, ces sortes d'insinuations et ces accusations calomnieuses ne me causent aucun trouble et que je ne m'en sens pas atteint. Elles servent à apprécier la valeur morale des personnes qui s'y livrent habituellement ; car j'ai remarqué qu'en pareille matière le soupçon des actions mauvaises venait d'ordinaire plus particulièrement à l'esprit de ceux-là qui se sentaient disposés à se livrer aux actes coupables dont ils accusent les autres si l'occasion leur en était offerte.

M. Paul de Cassagnac. — Qui est-ce qui vous a accusé ? Qui est-ce qui vous a désigné ? (Mouvements divers.)

M. le président. — L'incident est clos. (Interpellations et mouvements à droite.)

Veuillez faire silence, messieurs ! Cet incident est clos. Un membre à droite. Non.

M. le président. — Qui est-ce qui dit : Non ?

Je dis que l'incident est clos et que je n'aurais pas donné la parole à M. Jolibois dans l'incident. Il me la demande pour un fait personnel, je la lui donne après avoir, au nom de la Chambre, prononcé la clôture de l'incident.

A droite. A la bonne heure ! — Très bien !

M. le président. — Vous voyez bien qu'il faut toujours laisser parler le président avant de l'interrompre. (Très-bien ! très-bien !)

M. Jolibois. — Messieurs, je n'ai que quelques mots à adresser à la Chambre, et pour que la question, en ce qui me concerne, soit nettement posée, je lui demande la permission de rappeler qu'elle a été la nature de l'interruption que, tout à l'heure, M. le ministre des affaires étrangères a bien voulu me demander de répéter.

M. le ministre des aff. étrangères. — La nouvelle de l'événement, venue à sa connaissance par la dépêche sur laquelle on discute n'avait pas grande importance, à son appréciation. Je lui ai répondu qu'il n'y avait rien de personnel, pour les personnes engagées dans les affaires de bourse, l'événement avait une grande importance !

M. le ministre des affaires étrangères m'a paru, par l'interprétation qu'il a donnée à ses paroles, vouloir donner à sa réponse un sens personnel.

Et, se mettant en jeu lui-même personnellement, il a eu devoir, pour repousser des calomnies qui auraient été dirigées contre lui, se tourner vers moi et dire : Qu'il avait pu s'estimer pour ceux qui étaient capables de lancer de pareilles insinuations, que ceux-là surtout étaient capables de profiter des dépêches, et d'en user à la Bourse.

J'ai la parole pour un fait personnel, et je prie M. le ministre des affaires étrangères de me démentir si je ne dis pas la vérité, en déclarant, comme je le fais, que de ma vie j'ai mis le pied à la Bourse et n'ai fait une opération de Bourse.

(Très-bien ! très-bien ! à droite.)

Ce que j'ai dit relativement à la valeur et à l'importance de la dépêche en question, je l'ai dit d'après la connaissance que je faisais d'acquiescer chaque jour des faits qui intéressent la politique.

J'ai vu qu'à Paris, la veille au soir, les banquiers intéressés avaient eu connaissance de cette dépêche et qu'ils en avaient usé dans l'intérêt de leurs spéculations.

Voilà à droite : C'est vrai ! Très-bien très-bien ! (Rumeurs à gauche et au centre.)

M. Jolibois. — J'ai su qu'en Angleterre la dépêche était arrivée et avait été connue partout avant de parvenir à être connue en France.

Et tout à l'heure, quand j'ai interrompu, me démentant que, sur une question qui n'était délicate, nous avions tous été déçus dans notre attente. Quand la question a été posée à M. le ministre des affaires étrangères, nous pensions qu'elle porterait surtout sur le point que je viens de signaler. On n'y est arrivé qu'à la fin et on n'y a répondu que par une insinuation que je viens de repousser, en ce qui me touche personnellement.

Ce que j'ai dit à cet égard, je le maintiens et je mets au défi quiconque se soit dit d'apporter ici un démenti. (Très-bien ! très-bien ! et applaudissements sur plusieurs bancs à droite. — Une certaine agitation se produit dans l'assemblée.)

ITALIE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 7 février.

PRÉSIDENCE DE M. CRISPI.

La séance est ouverte à 2 heures.

L'ordre du jour appelle la discussion

du projet de loi abolissant la contrainte

par corps en matière civile et commerciale.

M. Antonin Proust. — La question n'est pas là !

M. Berlet. — La question est déplacée.

M. le ministre. — Je crois que mon honorable

collègue et président m'aurait su très-mauvais

gré de pousser jusque-là l'intimité de nos rela-

tions. (Rires sur divers bancs à droite. — Excla-

mations sur d'autres bancs.)

J'ai eu d'autant mieux pouvoir m'en abstenir

que nous avions conseil des ministres à neuf

heures. A neuf heures, il était grand temps, —

vous le reconnaîtrez, — de donner au public,

sous une forme à choisir, une communication qui

aurait eu une importance particulière. Il faut bien

le reconnaître, messieurs, il faut bien que nous

en convenions tous, le conseil des ministres n'a pas

eu la chute de Midhat pacha, et son rempla-

cement par Elhém pacha est une importance telle

qu'il y eût lieu de lui donner une publicité parti-

culière et inaccoutumée. (Exclamations sur un

grand nombre de bancs.)

M. Raoul Duval. — 70 centimes de baisse !

M. Jolibois. — Toutes les personnes qui font

des affaires à la Bourse en comprennent l'impor-

tance. (Bruit.)

M. le ministre. — Qu'est-ce que vous dites,

mon honorable collègue ? J'ai été interrompu

par vous, et je n'ai jamais entendu votre interrup-

tion.

M. Jolibois, de sa place. — J'ai dit que toutes

les personnes qui font des affaires à la Bourse

en comprennent l'importance !

A gauche : Très-bien ! très-bien !

M. le ministre. — Je remercie mon honorable

collègue de son interruption.

Je dis que le gouvernement n'a pas eu besoin

de recourir à des mesures exceptionnelles pour

porter sous une forme inaccoutumée l'attention

à la connaissance du public. Il a fait ce qu'il faut

en pareil cas et ce que vient d'expliquer M. le

président du conseil.

La nouvelle, dit mon honorable collègue, avait

cependant une importance capitale, une impor-

tance qu'on ne peut comprendre tous ceux qui

font des affaires à la Bourse.

Je crois, en effet, avoir remarqué, dans les

journaux, que cet ordre d'idées a été, non pas

seulement indiqué, mais développé.

Je ne sais pas jusqu'à quel point ce fait est exact ; je ne sais pas s'il est vrai que cet événement ait pu produire sur la bourse des variations très-importantes, je n'ai pas essayé de le constater alors.

Rires ironiques à droite.) Cela ne me regardait pas et je n'avais pas à m'en occuper ; mais mon intention a été ramenée depuis sur ce côté de la

question par l'insistance de certains journaux et le caractère de leur polémique. J'ai pu constater que les développements dans lesquels ils entraient à cette occasion se rattachaient au système des insinuations et des accusations calomnieuses, qui deviennent malheureusement si habituelles aujourd'hui.

Je dirai que je les trouve regrettables, parce que, à mon sens, elles font peu d'honneur à nos mœurs publiques. Mais ces considérations ne sauraient rien changer aux faits et modifier les devoirs de l'administration.

D'ailleurs, je vous avouerai franchement que malgré le regret que j'éprouve de ces habitudes mauvaises, et en ce qui me touche personnellement, ces sortes d'insinuations et ces accusations calomnieuses ne me causent aucun trouble et que je ne m'en sens pas atteint. Elles servent à apprécier la valeur morale des personnes qui s'y livrent habituellement ; car j'ai remarqué qu'en pareille matière le soupçon des actions mauvaises venait d'ordinaire plus particulièrement à l'esprit de ceux-là qui se sentaient disposés à se livrer aux actes coupables dont ils accusent les autres si l'occasion leur en était offerte.

M. Paul de Cassagnac. — Qui est-ce qui vous a accusé ? Qui est-ce qui vous a désigné ? (Mouvements divers.)

M. le président. — L'incident est clos. (Interpellations et mouvements à droite.)

Veuillez faire silence, messieurs ! Cet incident est clos. Un membre à droite. Non.

M. le président. — Qui est-ce qui dit : Non ?

Je dis que l'incident est clos et que je n'aurais pas donné la parole à M. Jolibois dans l'incident. Il me la demande pour un fait personnel, je la lui donne après avoir, au nom de la Chambre, prononcé la clôture de l'incident.

A droite. A la bonne heure ! — Très bien !

M. le président. — Vous voyez bien qu'il faut toujours laisser parler le président avant de l'interrompre. (Très-bien ! très-bien !)

M. Jolibois. — Messieurs, je n'ai que quelques mots à adresser à la Chambre, et pour que la question, en ce qui me concerne, soit nettement posée, je lui demande la permission de rappeler qu'elle a été la nature de l'interruption que, tout à l'heure, M. le ministre des affaires étrangères a bien voulu me demander de répéter.

M. le ministre des aff. étrangères. — La nouvelle de l'événement, venue à sa connaissance par la dépêche sur laquelle on discute n'avait pas grande importance, à son appréciation. Je lui ai répondu qu'il n'y avait rien de personnel, pour les personnes engagées dans les affaires de bourse, l'événement avait une grande importance !

M. le ministre des affaires étrangères m'a paru, par l'interprétation qu'il a donnée à ses paroles, vouloir donner à sa réponse un sens personnel.

Et, se mettant en jeu lui-même personnellement, il a eu devoir, pour repousser des calomnies qui auraient été dirigées contre lui, se tourner vers moi et dire : Qu'il avait pu s'estimer pour ceux qui étaient capables de lancer de pareilles insinuations, que ceux-là surtout étaient capables de profiter des dépêches, et d'en user à la Bourse.

J'ai la parole pour un fait personnel, et je prie M. le ministre des affaires étrangères de me démentir si je ne dis pas la vérité, en déclarant, comme je le fais, que de ma vie j'ai mis le pied à la Bourse et n'ai fait une opération de Bourse.

(Très-bien ! très-bien ! à droite.)

Ce que j'ai dit relativement à la valeur et à l'importance de la dépêche en question, je l'ai dit d'après la connaissance que je faisais d'acquiescer chaque jour des faits qui intéressent la politique.

J'ai vu qu'à Paris, la veille au soir, les banquiers intéressés avaient eu connaissance de cette dépêche et qu'ils en avaient usé dans l'intérêt de leurs spéculations.

Voilà à droite : C'est vrai ! Très-bien très-bien ! (Rumeurs à gauche et au centre.)

M. Jolibois. — J'ai su qu'en Angleterre la dépêche était arrivée et avait été connue partout avant de parvenir à être connue en France.

Et tout à l'heure, quand j'ai interrompu, me démentant que, sur une question qui n'était délicate, nous avions tous été déçus dans notre attente. Quand la question a été posée à M. le ministre des affaires étrangères, nous pensions qu'elle porterait surtout sur le point que je viens de signaler. On n'y est arrivé qu'à la fin et on n'y a répondu que par une insinuation que je viens de repousser, en ce qui me touche personnellement.

Ce que j'ai dit à cet égard, je le maintiens et je mets au défi quiconque se soit dit d'apporter ici un démenti. (Très-bien ! très-bien ! et applaudissements sur plusieurs bancs à droite. — Une certaine agitation se produit dans l'assemblée.)

ITALIE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 7 février.

PRÉSIDENCE DE M. CRISPI.

La séance est ouverte à 2 heures.

L'ordre du jour appelle la discussion

du projet de loi abolissant la contrainte

par corps en matière civile et commerciale.

M. Antonin Proust. — La question n'est pas là !

M. Berlet. — La question est déplacée.

M. le ministre. — Je crois que mon honorable

collègue et président m'aurait su très-mauvais

gré de pousser jusque-là l'intimité de nos rela-

tions. (Rires sur divers bancs à droite. — Excla-

mations sur d'autres bancs.)

J'ai eu d'autant mieux pouvoir m'en abstenir

que nous avions conseil des ministres à neuf

heures. A neuf heures, il était grand temps, —

vous le reconnaîtrez, — de donner au public,

sous une forme à choisir, une communication qui

aurait eu une importance particulière. Il faut bien

le reconnaître, messieurs, il faut bien que nous

en convenions tous, le conseil des ministres n'a pas

eu la chute de Midhat pacha, et son rempla-

cement par Elhém pacha est une importance telle

qu'il y eût lieu de lui donner une publicité parti-

culière et inaccoutumée. (Exclamations sur un

grand nombre de bancs.)

M. Raoul Duval. — 70 centimes de baisse !

M. Jolibois. — Toutes les personnes qui font

des affaires à la Bourse en comprennent l'impor-

tance. (Bruit.)

M. le ministre. — Qu'est-ce que vous dites,

mon honorable collègue ? J'ai été interrompu

par vous, et je n'ai jamais entendu votre interrup-

tion.

M. Jolibois, de sa place. — J'ai dit que toutes

les personnes qui font des affaires à la Bourse

en comprennent l'importance !

A gauche : Très-bien ! très-bien !

M. le ministre. — Je remercie mon honorable

collègue de son interruption.

Je dis que le gouvernement n'a pas eu besoin

de recourir à des mesures exceptionnelles pour

porter sous une forme inaccoutumée l'attention

à la connaissance du public. Il a fait ce qu'il faut

en pareil cas et ce que vient d'expliquer M. le

président du conseil.

La nouvelle, dit mon honorable collègue, avait

cependant une importance capitale, une impor-

tance qu'on ne peut comprendre tous ceux qui

font des affaires à la Bourse.

Je crois, en effet, avoir remarqué, dans les

journaux, que cet ordre d'idées a été, non pas

seulement indiqué, mais développé.

Je ne sais pas jusqu'à quel point ce fait est exact ; je ne sais pas s'il est vrai que cet événement ait pu produire sur la bourse des variations très-importantes, je n'ai pas essayé de le constater alors.

Rires ironiques à droite.) Cela ne me regardait pas et je n'avais pas à m'en occuper ; mais mon intention a été ramenée depuis sur ce côté de la

question par l'insistance de certains journaux et le caractère de leur polémique. J'ai pu constater que les développements dans lesquels ils entraient à cette occasion se rattachaient au système des insinuations et des accusations calomnieuses, qui deviennent malheureusement si habituelles aujourd'hui.

Je dirai que je les trouve regrettables, parce que, à mon sens, elles font peu d'honneur à nos mœurs publiques. Mais ces considérations ne sauraient rien changer aux faits et modifier les devoirs de l'administration.

D'ailleurs, je vous avouerai franchement que malgré le regret que j'éprouve de ces habitudes mauvaises, et en ce qui

